

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret n° 50-335 du 16 mars 1950 relatif à l'application, dans les départements français d'outre-mer, de la loi du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur expéditeur.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur expéditeur;

Vu le décret n° 48-1851 du 6 décembre 1948 pris en application de la loi susvisée, et celui du 20 juin 1949 le modifiant,

Décète:

Art. 1^{er}. — Dans les départements français d'outre-mer les conditions d'application de la loi du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur expéditeur et du décret du 6 décembre 1948 pris en application de l'article 4 de la loi précitée seront fixées par arrêtés préfectoraux pris sur proposition des administrateurs de l'inscription maritime.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
JACQUES CHASTELLAIN.

Décret du 16 mars 1950 relatif à la rétrocession des actions de l'ancienne société Air France par le gouvernement tchécoslovaque.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 13 de la loi n° 48-976 du 16 juin 1948 portant institution de la Compagnie nationale Air France,

Vu le décret du 16 septembre 1948 fixant au 1^{er} septembre 1948 la date de constitution de la Compagnie nationale Air France,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont transférées à l'Etat, à la date du 31 août 1948, les actions visées au paragraphe 2^o de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 45-1403 du 26 juin 1945 portant nationalisation des transports aériens.

Les conditions de ce transfert seront fixées ultérieurement.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
JACQUES CHASTELLAIN.

Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMANN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Décret du 16 mars 1950 portant approbation, dans le département du Gers, des plans des surfaces submersibles de la vallée de la rivière « Le Gers ».

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme;

Vu la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif aux mesures à prendre pour assurer l'écoulement des eaux et notamment les articles 4 et 6;

Vu le décret du 20 octobre 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret précité, notamment l'article 4;

Vu la décision, en date du 1^{er} août 1933, désignant, conformément aux prescriptions de l'article 1^{er} du décret du 20 octobre 1937, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du Gers pour l'étude des mesures à prendre en temps de crue en ce qui concerne la rivière « Le Gers » et approuvant le sectionnement prévu ainsi que les plans de détail présentés conformément à l'article 2 dudit décret;

Vu les pièces de l'enquête ouverte dans le département du Gers en exécution de l'arrêté préfectoral, en date du 28 septembre 1948, pris conformément aux stipulations de l'article 3, paragraphe 1^{er} du décret du 20 octobre 1937;

Vu les résultats de la conférence ouverte entre les services intéressés, conformément aux stipulations du paragraphe 2 du décret précité;

Vu le rapport des ingénieurs des ponts et chaussées du département du Gers, en date des 14 et 24 janvier 1949;

Vu les plans annexés audit rapport;

Vu l'avis du ministre de l'Agriculture, en date du 27 juillet 1949;

Vu l'avis du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, en date du 19 novembre 1949;

Vu l'avis du ministre de l'Intérieur, en date du 2 septembre 1949;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont approuvés pour le département du Gers, les plans des surfaces submersibles de la vallée de la rivière « Le Gers » établis par les ingénieurs des ponts et chaussées de ce département et soumis à l'enquête ordonnée par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1948.

Les plans resteront annexés au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
JACQUES CHASTELLAIN.

Décret du 16 mars 1950 portant admission à la retraite d'un inspecteur général des ponts et chaussées.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Décète:

Art. 1^{er}. — M. Beau (Christian), inspecteur principal de 1^{re} classe des ponts et chaussées, en service détaché auprès de la société d'économie mixte « Energie des Mers », est réintégré pour ordre dans les cadres de son administration d'origine et admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté, en application des articles 6, paragraphe II, et 7 de la loi du 20 septembre 1948, 57 ans d'âge et 37 ans de services.

Ces dispositions prennent effet au 1^{er} juillet 1950.

La cessation des fonctions de l'intéressé est fixée à la même date.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 1950.

GEORGES BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
JACQUES CHASTELLAIN.

Création de comités techniques d'importation.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, prorogée par l'article 1^{er} de la loi du 26 février 1949;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 réglementant l'importation des marchandises;

Vu l'ordonnance du 22 juin 1941 instituant le service des importations et des exportations;

Vu le décret du 20 novembre 1944 fixant les conditions d'importation en France des marchandises étrangères;

Vu le décret n° 49-927 du 13 juillet 1949 relatif à la délivrance des autorisations d'importation;

Vu les propositions de l'assemblée des présidents des chambres de commerce et du comité central des pêches maritimes,

Arrête:

Art. 1^{er}. — En application des dispositions de l'article 6 du décret n° 49-927 susvisé, sont constitués les comités techniques d'importation suivants, relatifs aux produits des pêches maritimes: